



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LINDE France SA

16 avenue de la Saudrune
BP 52228
31122 Portet-sur-Garonne

Références : 292

Code AIOT : 0006802354

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement LINDE France SA implanté 16 avenue de la Saudrune BP 52228 31122 Portet-sur-Garonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des évolutions réglementaires intervenues entre 2020 et 2021 et la mise en œuvre du volet "Perte d'utilités" relatif au plan d'action dit " post-Lubrizol ". Il s'agit d'améliorer l'anticipation et la gestion des situations accidentelles en cas de défaillance des utilités.

L'objectif de cette visite est de vérifier, qu'en situation de perte d'alimentation électrique, l'exploitant dispose des moyens nécessaires pour maintenir le site en sécurité et éviter par conséquent, qu'un scénario accidentel ne se produise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE France SA
- 16 avenue de la Saudrune BP 52228 31122 Portet-sur-Garonne
- Code AIOT : 0006802354
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site Linde de Portet-sur-Garonne exerce des activités de production, de conditionnement, de stockage et de négoce de gaz utilisés à des fins industrielles ou médicales. Les installations comprennent :

1. une centrale de distillation des gaz de l'air ;
2. des stockages de gaz en réservoirs ou en bouteilles ;
3. une unité de conditionnement de gaz industriels purs et en mélange ;
4. une unité de conditionnement de gaz médicaux purs et en mélange.

Les prescriptions d'exploitation sont définies par l'arrêté préfectoral n°36 du 3 mars 1997. Cet arrêté a fait l'objet de plusieurs arrêtés de prescriptions complémentaires dont le dernier en date est le n°79 du 5 juin 2020.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Plan d'action	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(6)	04/10/2010, article 56		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est alimentée par une ligne principale et une ligne de secours.

En situation de perte d'alimentation électrique, l'exploitant indique que l'unité de production des gaz de l'air, conçue à sécurité positive, se met en repli sans occasionner de situations accidentelles. L'alimentation des équipements critiques est assurée par un réseau ondulé.

Ceci étant, dans le cas **d'une défaillance électrique simultanée sur la ligne principale et la ligne de secours, l'exploitant devra s'assurer de la continuité de l'alimentation de certains équipements critiques.**

L'exploitant doit examiner comment il pourrait renforcer et fiabiliser la pérennité du maintien en sécurité des installations, en cas de perte de l'alimentation électrique simultanée du réseau principale et du réseau de secours, et ce, au delà de l'autonomie actuelle du réseau ondulé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'exploitant présente un schéma électrique unifilaire illustrant une alimentation principale ainsi qu'une alimentation de secours. Une antenne RTE est dédiée en totalité au réseau principal qui alimente l'atelier de production, le stockage des gaz de l'air, leurs conditionnements, les postes de chargement des citernes, les bureaux et le poste d'accueil. La consommation dédiée à l'unité de production s'élève à 99 % de l'énergie électrique globale dédiée au site. Aucune alarme visuelle ou sonore n'est relayée en SDM (salle des machines) notifiant la perte d'électricité. En revanche, l'arrêt des équipements tels que les 2 compresseurs engendre un bruit perceptible sur l'ensemble du site au vu de leur puissance. Un réseau ondulé et des batteries permettent d'alimenter les équipements critiques (liste en annexe confidentielle - fiche n°2). La bascule du réseau principal vers le réseau de secours est établi selon un mode opératoire présenté en séance. Ce dernier précise les différentes manœuvres et précautions à prendre, accompagné d'illustration pour faciliter la manœuvre. Un système d'ouverture, de condamnation des cellules des moteurs et de clé permet de sécuriser la bascule. Ce réseau permet d'alimenter le site à l'exception de l'unité de production, laquelle est mise systématiquement à l'arrêt en situation de perte d'alimentation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt

<p>d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de perte d'alimentation électrique, l'unité de production des gaz de l'air est mise à l'arrêt. Le site dispose d'un réseau ondulé (onduleurs et batteries) permettant d'alimenter des équipements (listés en partie confidentielle).</p> <p>L'automate assure le suivi des paramètres tels que le débit, température, pression, teneur en hydrocarbures. En cas d'anomalies détectées sur ces paramètres, une alarme se déclenche et la mise en sécurité des installations est immédiatement effectuée. Les principaux équipements sont listés dans la partie confidentielle.</p> <p>L'exploitant présente, le mode opératoire relatif au redémarrage de l'unité de production des gaz de l'air.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document décrivant la stratégie mise en œuvre en cas de perte d'alimentation regroupant les différents modes opératoires dont il dispose (Cf. le précédent constat).</p> <p>L'exploitant présente le rapport de maintenance périodique des batteries de secours, daté du 01 avril 2025. Ce rapport fait ressortir une programmation de remplacements de composants à échéances 2025, 2026 et 2028. Des condensateurs filtres ont été remplacés préventivement en mars 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Élaborer un plan décrivant la stratégie mise en œuvre lors de la perte d'alimentation électrique regroupant à minima :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la procédure associée ainsi que les coordonnées du personnel d'astreinte, 2. l'ensemble de équipements secours, 3. l'ensemble des modes opératoires dont les mesures mises en place par exemple: inspection visuelle des installations, personnel réalisant des rondes ... <p>Ce document doit prévoir des exercices et les conditions de leurs réalisations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée :

<p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Art. 56</p> <p>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué dans les précédents points de contrôle, l'exploitant fait le choix de mise en arrêt de l'unité de production en cas de perte d'alimentation électrique. Cette unité bascule automatiquement vers le réseau ondulé et se met en sécurité positive évitant ainsi d'endommager les équipements critiques et de provoquer des effets en cascades. Il précise que la mise en repli de l'unité de fabrication des gaz de l'air permet d'éviter toute situation accidentelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre

<p>pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</p> <p>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »
<p>Constats :</p> <p>Comme signalé dans les précédents points de contrôle, il n'existe pas de documents décrivant une stratégie autour de la perte d'alimentation électrique, ni d'informations transcrites dans le POI. En revanche, l'exploitant a présenté les modes opératoires décrivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'arrêt et le redémarrage de l'unité de production des gaz de l'air, 2. la bascule de l'alimentation principale à l'alimentation de secours, 3. le redémarrage du liquéfacteur. <p>Trois techniciens disposent de plusieurs niveaux d'habilitations électriques qui sont en cours de validité. L'exploitant met à disposition, de l'inspection des installations classées, un tableau de programmation des formations et de recyclages.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Équipements à l'arrêt.</p>

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

Comme précisé dans les précédents points de contrôle, en situation de perte d'alimentation électrique, l'unité de production des gaz de l'air est mise en repli. Les équipements et installations critiques ainsi que les moyens de surveillance ont été répertoriés par l'exploitant (voir le point de contrôle n° 2).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010
Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

Constats :

Comme précisé précédemment, l'exploitant a répertorié la liste de l'ensemble des équipements secourus, détaillée dans la partie confidentielle, en cas de défaillance électrique. Le site est alimenté par une ligne à haute tension et en situation de perte d'alimentation, les équipements sont secourus par un réseau ondulé puis par une ligne de secours basse tension.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

Constats :

Le réseau ondulé permet d'alimenter au maximum 2 h les équipements critiques de l'atelier de production de gaz ainsi que les équipements, sécuriser les installations et assurer l'approvisionnement des clients prioritaires comme les hôpitaux (Cf. partie confidentielle).

L'inspection des installations classées pose la question d'un mode opératoire en situation de coupure simultanée de la ligne principale et de la ligne de secours. Dans le cas où interviendrait une coupure, similaire à celle en Espagne et au Portugal le 28 avril 2025 pendant près de 12h, quels moyens l'exploitant met en place pour assurer l'alimentation des équipements de sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Renforcer et fiabiliser la pérennité du maintien en sécurité des installations, en cas de perte de l'alimentation électrique simultanée du réseau principale et du réseau de secours, et ce, au delà de l'autonomie actuelle du réseau ondulé de 2h (cf partie confidentielle).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant présente le rapport de maintenance préventive du 01 avril 2025. Ce rapport décrit les opérations de contrôle d'un onduleur ainsi que l'analyse des batteries faisant ressortir une seule préconisation. Celle-ci concerne les condensateurs de sortie installés en 2018. Le prestataire préconise une périodicité de 7 ans pour le remplacement préventif de ces condensateurs. Le remplacement préventif a été effectué en 2025.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport de maintenance de système de détection automatique d'incendie, daté du 24 avril 2024. Ce dernier renvoi à une annexe, non transmise par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre le rapport de maintenance périodiques des autres onduleurs et des transformateurs.
Transmettre l'annexe au rapport de maintenance de la centrale incendie du 23 avril 2024 ainsi que le rapport annuel de 2025.

Transmettre un tableau récapitulatif de la fréquence contrôle de chacun des équipements du réseau électrique.

Transmettre la note de calcul relative au choix de batteries et justifiant leur autonomie compte tenu des besoins du site.

Préciser comment est géré l'obsolescence des pièces, c'est-à-dire comment est assuré la disponibilité des pièces en cas de panne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : La mise en repli de l'unité de production des gaz de l'air ne génère pas de situation accidentelle en cas de défaillance électrique. L'exploitant n'a pas identifié des travaux. Ceci étant, l'exploitant devra renforcer la fiabilité de l'alimentation électrique en situation de perte d'alimentation électrique simultanée du réseau principal et de secours, comme indiqué dans le point de contrôle n° 7.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposer à l'inspection des installations classées, un plan d'action pour fiabiliser l'alimentation électrique pour une durée minimale de 48 h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois